

ACCORD DE PARTENARIAT

LE PRESENT ACCORD DE PARTENARIAT EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Banque des Territoires (BDT), + détails

Ci-après dénommée « **La Banque des Territoires** »

La Ville de Grasse, collectivité territoriale située à XXX, représentée par XXX, Fonction

Ci-après dénommée « **La Ville de Grasse** »

Enedis, Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 €, dont le siège social est situé Tour Enedis, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, et représentée par XXX, Fonction, dument habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **Enedis** »

Ci-après dénommées, individuellement, une « **Partie** » et, ensemble, les « **Parties** ».

ÉTANT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La rénovation énergétique des bâtiments, en particulier des bâtiments publics, s'inscrit notamment dans le Plan de relance français décidé en 2020, soutenu par les ambitions européennes de neutralité carbone et l'initiative « Renovation wave », qui fait suite à l'annonce du Green Deal Européen.

Dans ce cadre, la Banque des Territoires et Enedis ont décidé de travailler conjointement pour développer, à destination des collectivités, un service non facturé d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité.

Ce service est pour l'instant testé à titre expérimental auprès de collectivités locales souhaitant participer à l'expérience et qui ont des projets de rénovation de bâtiments publics sur leur territoire. Ce service sera déployé à grande échelle si les résultats et retours d'expérience donnent satisfaction.

La Ville de Grasse, s'étant engagée dans la rénovation énergétique de son patrimoine, souhaite s'associer à cette démarche.

Le présent accord de partenariat vise à définir le cadre et les modalités de ce projet.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les termes débutant par une majuscule au sein du présent accord, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après.

- **Apports** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, expertise, documents, logiciels et autres ressources ou biens, protégés ou non par un droit de propriété intellectuelle, détenus par ou appartenant à une Partie intervenant dans le Projet avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et mis en œuvre par cette Partie pour les besoins de ce Projet ou mis à disposition des autres Parties intervenant dans ce Projet. Les Apports des Parties sont définis en annexe 1 du présent Accord.
- **Projet** : projet d'expérimentation portant sur une problématique et un objectif précis tels que définis au préambule (pour rappel : développer un service d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité).
- **Résultats** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, documents, créations ou innovations, protégeables ou non par un droit de propriété intellectuelle, résultant de l'exécution du Projet par une ou plusieurs Parties. Les Résultats ne peuvent pas inclure les Apports.
- **Résultats attendus** : le succès de l'expérimentation dépend de la capacité de l'outil expérimental réalisé pendant le projet à répondre aux objectifs fixés en début du projet. Les Résultats attendus sont définis en annexe 1 du présent Accord.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

Le présent Accord de partenariat (ci-après dénommé l'« **Accord** ») a pour objet de définir les engagements des Parties au titre du Projet défini au préambule, ainsi que l'allocation des droits de propriété intellectuelle sur les Apports des Parties au Projet et sur les Résultats.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage dans le cadre expérimental défini ci-dessus à collaborer au mieux avec les autres Parties afin d'assurer le bon déroulement du Projet.

À ce titre, chaque Partie s'engage à mobiliser les ressources humaines et matérielles appropriées, ainsi que les droits de propriété éventuels dans les conditions de l'article 4, à mettre les Apports convenus à disposition afin d'assurer la bonne exécution du Projet et de favoriser l'obtention des Résultats attendus.

Chaque Partie s'engage à assurer la protection des Apports des autres Parties contre les accès de tiers.

Chaque Partie s'engage également à assurer le suivi et le bon déroulement du Projet.

Les Apports des Parties et les Résultats attendus sont précisés en Annexe 1.

ARTICLE 4 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

4.1. Propriété des Apports

Chaque Partie demeure, selon le cas, propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur ses Apports ou détentricrice des droits de propriété intellectuelle qui lui permettent de mettre à disposition ses Apports.

L'Accord n'entraîne aucun transfert de droit de propriété intellectuelle de la Partie qui les met à disposition au profit des autres Parties, à l'exception d'un droit d'utilisation temporaire et limité comme indiqué à l'article 5.1, ci-après.

4.2. Propriété des Résultats

a) Les Parties ont prévu la répartition des Résultats tel que ci-après détaillé :

- Les Résultats portant sur le développement et le fonctionnement de l'outil expérimental développé par La Banque des Territoires sont la propriété exclusive de La Banque des Territoires.
- Les Résultats portant sur la méthode de mise en œuvre opérationnelle du projet d'expérimentation par les Parties sont la propriété commune à parts égales entre toutes les Parties.

b) Chaque Partie est propriétaire des Résultats qu'elle a développés seule ou dont la propriété lui a été attribuée selon le point a) ci-dessus.

c) Les Parties concernées sont copropriétaires des Résultats qu'elles ont développés conjointement ou dont la copropriété leur a été attribuée selon le point a) ci-dessus.

Les Résultats Communs seront la propriété commune des Parties concernées à parts égales.

4.3. Respect des droits des Parties

Chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle des autres Parties sur les Apports et les Résultats.

ARTICLE 5 - DROIT D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION DES RESULTATS

5.1. Droit d'utilisation et d'exploitation des apports

Chaque Partie intervenant dans le Projet concède un droit de représentation, de reproduction, d'adaptation et de modification de ses Apports aux autres Parties intervenant dans le Projet et aura par ailleurs la possibilité et non l'obligation, de concéder lesdits droits aux autres Parties qui en ont besoin pour réaliser les tâches à leur charge au titre du Projet. Ces droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de modification sont concédés à titre non exclusif et non transmissible, pour les stricts besoins de la réalisation du Projet, pour tous types de supports et de procédés et pour la durée de l'Accord.

5.2. Droit d'utilisation et d'exploitation des résultats

Les Parties autorisées à exploiter les résultats et les données de la plateforme du Projet sont :

- La Banque des Territoires, disposant des droits associés aux bases de données sur le bâti portant sur l'intégralité du territoire national.
- La Ville de Grasse, pour le périmètre concernant sa commune.

Les autres Parties ne sont pas autorisées à exploiter les données de la plateforme du Projet.

Dans la mesure où Enedis ne dispose pas d'un accès à la plateforme, La Ville de Grasse s'engage à partager son retour d'expérience au travers d'un atelier organisé par Enedis dans un délai de 2 semaines après la prise en main de la plateforme par les utilisateurs de la collectivité.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITÉ

Chaque Partie s'engage à garder strictement confidentielles toutes données et informations de quelque nature que ce soit appartenant à ou détenues par une autre Partie, que celle-ci aurait expressément identifiées comme confidentielles, mises à disposition de la Partie réceptrice par la Partie émettrice ou dont la Partie réceptrice pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de l'Accord (ci-après désignées par « **Informations Confidentielles** »).

La Partie réceptrice s'interdit d'utiliser les Informations Confidentielles de la Partie émettrice pour toute autre fin que la réalisation du Projet. La Partie réceptrice s'interdit également de divulguer les Informations Confidentielles de la Partie émettrice à tout tiers et à toute personne, parmi ses mandataires sociaux et ses employés, autre que celles qui ont besoin d'en avoir connaissance aux fins de la réalisation du Projet, sauf

accord préalable de la Partie émettrice. La Partie réceptrice garantit le respect par ses associés, ses mandataires sociaux et ses employés de la présente obligation de confidentialité et de non utilisation.

La présente obligation de confidentialité ne concerne pas les informations :

- qui étaient déjà licitement en la possession de la Partie réceptrice avant leur divulgation par la Partie émettrice;
- qui auraient été fournies à la Partie réceptrice de façon non fautive et licite par un tiers;
- qui étaient tombées ou tomberaient dans le domaine public de façon non fautive et licite;
- que la Partie réceptrice serait obligée de divulguer par une obligation légale ou une décision de justice exécutoire mais seulement dans la limite de ce qui est nécessaire au respect de cette obligation légale ou décision de justice et sous réserve d'avoir informé la Partie émettrice par écrit dans le plus bref délai à compter de la connaissance de cette obligation de divulgation.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de l'Accord et se poursuivra au-delà pendant une durée de cinq (5) ans.

ARTICLE 7 - COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication autour des travaux et dispositifs associés à cette coopération devra en citer chacun des signataires et que le lancement de ce dispositif fera l'objet d'une communication convenue préalablement. Les éléments devront être communiqués au moins 10 jours ouvrés avant chaque action de communication.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET EXCLUSION DE GARANTIE

Chaque Partie est seule responsable du respect des lois et des règlements applicables à son activité et à sa participation au Projet.

Chaque Partie met ses Apports à disposition en l'état. Chaque Partie utilise les Apports d'une autre Partie, dans les conditions de l'Accord, à ses risques et périls.

ARTICLE 9 - PROTECTION / SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toute Partie ayant reçu des données à caractère personnel pour la réalisation de ses tâches au titre du Projet s'engage à respecter les dispositions de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (et notamment à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité de ces données).

Chaque Partie s'engage à signaler dans les plus brefs délais à la Partie émettrice des données de toute violation et/ou de toute fuite de ces données.

ARTICLE 10 - DURÉE

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature, par les parties. Il est conclu jusqu'au 31/12/2021.

Les dispositions des articles 4, 6 et 7 survivront au terme de l'Accord pour la durée qui y est précisée le cas échéant.

ARTICLE 11 - LOI APPLICABLE

Le présent Accord de partenariat est régi par la loi française.

A défaut d'accord amiable entre les Parties, en cas de contestation sur l'interprétation ou l'application des présentes, tout différend sera soumis aux tribunaux compétents de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Fait à **XXX** le **XXX** en autant d'exemplaires originaux que de Parties

Pour la Banque des Territoires [Prénom et nom du signataire]	Pour la Ville de Grasse [Prénom et nom du signataire]	Pour Enedis [Prénom et nom du signataire]
--	---	---

Annexe 1 : Apports des Parties et Résultats attendus

Liste non exhaustive

Apports :

La Banque des Territoires apporte

- les moyens techniques, technologiques et humains nécessaires au croisement industriel des données dont elle dispose sur le bâti, celles fournies s'agissant des consommations et thermosensibilités ; ainsi que différentes données en opendata qu'il sera jugé pertinent de croiser (territoires ACV du Ministère de la Cohésion des Territoires, détection de l'ensemble des bâtiments scolaires avec données du Ministère de l'Education, DPE et consommations ADEME, dynamique démographique via INSEE etc)

La Ville de Grasse apporte

- son consentement autorisant Enedis à transmettre à la Banque des Territoires les données de consommation de son parc de bâtiment tel que défini dans le modèle de document qui figure en annexe 2.

Enedis apporte

- l'extraction et la transmission des données de la collectivité consentante à la Banque des Territoires.

Résultats attendus :

Le livrable attendu à la fin de l'expérimentation concerne :

- Un outil expérimental d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité.

Annexe 2 : Modèle d'autorisation de communication à un tiers des données d'un ou plusieurs sites de consommation raccordés au réseau public de distribution



Modèle
d'autorisation de com

Annexe 3 : Recensement des PRM par la Collectivité



Renovation_Annexe
3_Détail PRM_15 01 20